NOTRE PRESSE SYNDICALE

par

Pierre MONATTE.

(1)

Les militants ouvriers d'aujourd'hui se doutent-ils des illusions que leurs aînés caressaient il y a cinquante ans sur le rôle de la presse? Probablement pas.

Ces illusions sur la presse, sur la presse ouvrière, le jour où il en existerait une, n'étaient comparables qu'à leurs illusions sur l'école laïque. Une école où les enfants d'ouvriers et de paysans apprendraient tous à lire et à juger par eux-mêmes ne pouvait moins faire que de transformer villes et villages en quelques dizaines d'années. Une presse informant impartialement sur les événements d'actualité, exposant les idées d'émancipation, discutant les idées des tenants du capitalisme, faisant toucher du doigt à la classe ouvrière sa misère et sa servitude et lui révélant les moyens de s'en libérer, étalant au grand jour les scandales de la bourgeoisie et son incapacité à tenir les commandes du monde présent, une telle presse ne pouvait manquer de rallier à l'organisation syndicale l'immense majorité des travailleurs. Alors on verrait ce qu'on verrait.

Nos illusions d'hier étaient grandes. Elles étaient petites et pâles comparées à celles des militants d'avant-hier. Je crois pouvoir en parler. J'étais alors, c'est-à-dire hier, peut-être parmi les plus illusionnés. Cependant quand j'entendais Pouget, qui avait poursuivi toute sa vie, - avec Pelloutier d'ailleurs, - le rêve de mettre debout un quotidien ouvrier, j'avais honte souvent de ne pas partager complètement ses espoirs. C'est peut-être à cela que je dois de n'avoir pas été découragé par l'échec de *la Révolution*, qui devait blesser pour toujours un homme de la trempe de Pouget, ni par celui de *la Bataille syndicaliste* d'avant 1914.

Quand on me reprochait en ce temps: *«Tu ne pourras plus dire qu'un quotidien syndicaliste est viable en France?»,* - je ne pouvais répondre qu'une chose: c'est que nous n'avions pas su, tant au point de vue rédaction qu'au point de vue administration, faire ce qu'il fallait pour rendre viable notre quotidien.

Tout cela, c'est maintenant le passé. Pas aussi passé et mort qu'on le pense peut-être. En tout cas aujourd'hui il n'y a plus de quotidien syndicaliste. C'est un fait. Aucune des trois plus ou moins grandes Confédérations n'a son quotidien.

Le travailleur parisien, que lit-il? On m'excusera de parler surtout de la presse parisienne; ce qui vaut pour elle vaut en gros pour toute la presse, la provinciale et même celle des autres pays. A Paris, quatre quotidiens se partagent les lecteurs ouvriers: *l'Humanité* et *Franc-Tireur* en premier lieu, *le Populaire* et *Combat* ensuite. De *l'Humanité* on peut dire qu'elle fait journellement à grand bruit le boniment des arracheurs de dents staliniens. Un camarade étranger qui séjourne à Paris me disait récemment son étonnement qu'un ouvrier français, réputé intelligent, puisse lire plus de huit jours un tel organe.

Un jeune gars à qui je demandais dernièrement pourquoi il ne lisait pas *Franc-Tireur* me répondait: *«Lire ce journal pour concierges?».* Ce camarade est exigeant; je n'ai pas trouvé sur le moment quoi lui répondre.

Quant au *Populaire*, il prend la suite des anciens quotidiens radicaux parisiens. Il est trop le reflet d'un parti au pouvoir, qui ne peut ou n'ose rien dire. Surtout quand ce parti prend régulièrement le

(1) Publiée dans la *Révolution prolétarienne* de février 1951. Elle deviendra le cinquième chapitre de *Trois scissions syndicales,* Les Éditions ouvrières, 1958.

contre-pied de ce qu'il devrait être. Lui qui devrait, au nom de l'internationalisme, rapprocher la France de l'Allemagne contribue au premier rang avec ses Homo-Grumbach, ses Jules Moch et ses Louis Lévy à les maintenir en état d'hostilité. Les staliniens font mieux, me direz-vous. Très vrai; mais c'est leur rôle. C'est lui encore qui aurait dû, surtout lorsque l'Angleterre rendait son indépendance à l'Inde, être le champion de l'indépendance de l'Indochine et renvoyer l'amiral d'Argenlieu à son couvent de capucins, lui et sa politique de la grandeur. Faute partagée avec Moutet par les ministres staliniens, direz-vous. Évidemment. Mais nous payons et nous paierons plus cher encore demain le crime d'alors. C'est ce parti encore qui aurait dû, au nom de ses principes, ceux du socialisme, prendre l'initiative de l'amnistie. Au lieu de cela un Daniel Mayer, en son nom, confondant résistance et socialisme, est le plus acharné à la combattre. On comprend que *le Populaire*, dans de pareilles conditions, organe d'un tel parti, n'ait rattrapé que 4.000 lecteurs en passant à six pages. Lecteurs probablement enlevés à *Franc-Tireur* d'ailleurs.

Quant à *Combat,* de plus en plus empêtré dans la *«gens-de-lettrerie»*, il suffit de voir qu'il est tombé d'Albert Camus à M. Smadja, marchand de papier, pour le juger.

Croyez-vous vraiment qu'un quotidien syndicaliste n'aurait pas sa place à Paris? Un vrai quotidien, proprement rédigé, bien administré. Un quotidien à propos duquel les observateurs les moins malveillants ne pourraient pas renouveler cette appréciation: *«C'est tout ce que les syndicalistes avaient à dire?».*

Certes, la situation présente de la presse est difficile. La radio et le cinéma lui font concurrence dans une certaine mesure. Mais une mesure assez faible. La Résistance avait annoncé que c'en était fini de la presse pourrie d'avant la guerre. Elle allait rénover la presse. Comme il était facile de le prévoir, elle n'a rien rénové du tout. Pour le prévoir il suffisait de penser que dans un monde d'argent une presse qui ne serait pas d'argent devrait lutter pied à pied. La Résistance a seulement rendu la presse un peu plus esclave du pouvoir: par l'autorisation de paraître, par le contingentement du papier, par les agences d'information plus liées que jamais aux gouvernements. Ce n'est pas Gazier, dont le premier tour de force fut de resserrer le robinet du papier en arrivant au ministère de l'information, qui sauvegardera la liberté de la presse. C'est probablement le cadet de ses soucis. Dans le domaine de la presse, comme dans tous les autres, la Résistance a fait une faillite lamentable. Elle devait chasser les pourris; elle a étalé sa propre pourriture en un rien de temps.

Les syndicats du Livre auraient pu mettre en garde et dénoncer cette situation. Ils sont les premiers à en souffrir. Ils ne l'ont pas fait par courte vue corporatiste. Aussi parce qu'ils ont eux-mêmes collé à la roue de la Résistance. Certains pour faire oublier leur collage à la roue de l'Occupation. D'autres pour exploiter une situation nouvelle et s'asseoir dans le fauteuil de Keufer et de Liochon sous la protection des mitraillettes des F.T.P.

Aujourd'hui un quotidien parisien doit avoir une vente de 200.000 exemplaires au moins, peut-être de 300.000, pour joindre les deux bouts. Il y a trente à quarante ans il suffisait de 30.000 de vente à un journal d'opinion pour vivre honnêtement. On le voit, les choses ont bien changé. Cela signifie-t-il que c'en est fait de la presse d'opinion? Pour subsister doit-elle compter sur la subvention d'une organisation ou sur celle d'un mécène désintéressé? Je me souviens d'un temps où *l'Humanité* reversait chaque mois à la caisse du parti 100 à 200.000 francs. Des francs de 1923. Il est vrai que cela n'a pas duré. La première mesure pour lui enlever son indépendance consista à la surcharger de frais l'obligeant ainsi, non à reverser des bénéfices réalisés, mais à réclamer de quoi faire face à un déficit.

Le problème d'un quotidien syndicalise se pose donc pratiquement ainsi maintenant: Est-il possible de trouver 200 à 300.000 lecteurs dans les cinq à six millions de travailleurs, syndiqués ou syndicables, de la vaste région parisienne?

Pratiquement, matériellement, c'est ainsi qu'il faut poser la question. Mais intellectuellement, moralement, le problème est-il soluble? Le syndicalisme est-il capable de comprendre l'importance d'un quotidien? Plus d'un camarade en doute. J'en connais même qui pensent que le syndicalisme, aveuglé par le corporatisme le plus myope mais le plus faraud, est incapable de voir autre chose que les petits aspects de la condition ouvrière.

- *Rappelle-toi,* m'a dit quelqu'un, ce qui arriva à Martinet, *lorsqu'il osa rendre compte dans l'Huma d'un bouquin intéressant et plein de talent, "Les Vaincus", dans lequel un tuberculeux, un camarade, racontait sa vie dans un sana. Il s'attira une riposte foudroyante du syndicat unitaire des hospitaliers, qui ne devança que de quelques heures une réponse non moins furibarde et incompréhensive du syndicat confédéré. Le tuberculeux est peut-être un malade difficile. Mais un syndiqué des hôpitaux, surtout un syndiqué syndicaliste, devrait être le premier à l'entendre et à le comprendre. Dans un régime où les syndicats exerceraient le pouvoir, Zola ne pourrait plus publier "Germinal" et Courteline les "Ronds-de-Cuir".*

Je ne suis pas du tout de cet avis. Les syndicats et les syndiqués comprendront ce qu'on se donnera la peine de leur faire comprendre. Il faut se donner cette peine. Il faut se dire et dire que ce n'est pas une classe ouvrière égoïste et veule qui sera jamais capable de lutter pour se libérer. Il vaut mieux surestimer que sous-estimer l'importance d'un quotidien ouvrier. Lui demander plus que moins; le mettre largement plus haut que la feuille de chou bourgeoise. Il sera toujours temps d'en rabattre. Un mot de Pouget reste encore valable: *«Le quotidien, c'est le pain; tout le monde mange du pain tous les jours. L'hebdomadaire ou la revue, c'est la brioche ou le gâteau; les gens n'en achètent pas tous»*. Depuis, on mange peut-être moins de pain et l'on se refuse moins la brioche et le gâteau. N'empêche, l'utilité subsiste d'un bon quotidien, aussi nécessaire que le bon pain. C'est-à-dire un quotidien proprement présenté, c'est-à-dire agréable à lire, et de plus sain, nourrissant, revigorant. Parmi les instruments d'émancipation, Pelloutier faisait une place peu ordinaire au journal. Il le voyait comme *«l'outil par excellence»*. Rappelez-vous son appréciation: *«Le journal, en quoi l'homme se reflète et qui lui donne la sensation de vivre»*. Ces préoccupations, nous ne sommes pas seuls, quelques syndicalistes, à les avoir. Stendhal, dont le temps est venu d'être écouté, disait déjà que la littérature française était étiolée par les articles de complaisance et par ceux d'injures. Il désirait la critique la plus sévère et la vérité. *«Le premier journal qui aura le courage d'être impartial pendant trois ans fera fortune. Le public a soif de vérité».*

Ce premier journal impartial, dévoué à la vérité, c'est l'esprit révolutionnaire du syndicalisme qui peut tenter de le réaliser. S'il y réussissait, on serait obligé de dire cette fois: *«En effet, le syndicalisme avait quelque chose à dire, quelque chose à faire».* Ce qu'il aurait fait dans ce domaine inciterait à le voir travailler dans d'autres domaines importants.

Je me suis laissé entraîner à parler longuement d'un sujet que je voulais effleurer seulement. Le problème de notre presse quotidienne n'est évidemment qu'un problème pour demain. Il y a un problème d'aujourd'hui plus préoccupant. C'est celui de notre presse syndicale, des hebdomadaires des Confédérations, des mensuels ou bimensuels des Fédérations et des Unions départementales, même de certains syndicats. Celui des revues plus générales, comme notre *Révolution Prolétarienne* ou les *Cahiers Pelloutier.*

Ces organes sont-ils lus comme ils devraient l'être? Trouvent-ils pour vivre les ressources qui leur sont nécessaires?

Et surtout sont-ils rédigés de manière à rendre les services qu'on est en droit d'attendre d'eux?

En somme avons-nous fait beaucoup de progrès depuis le jour, - voilà plus de cinquante ans, - où Pelloutier écrivait: *«Que les journaux corporatifs ne soient point lus, c'est une mésaventure explicable, personne ne pouvant songer à lire des publications dénuées d'intérêt»*. Relisez, relisons dans *l'Histoire des Bourses du travail* ces pages 118 et 119 (de la vieille édition) que Pelloutier consacre à la presse corporative.

Bien sûr, nous avons fait du chemin. Mais pas autant que nous aurions dû et pu. Et pas toujours dans le bon sens. En tout cas il est bien certain que ces conseils donnés alors n'ont rien perdu de leur valeur ni de leur saveur.

Quelle est la tâche de la presse corporative proprement dite? D'abord refléter la vie de l'organisation dont elle est le porte-parole, de manière que le confédéré soit exactement informé de ce que fait et pense sa Confédération, le fédéré sa Fédération, le syndiqué son syndicat; informer sur les événe-

ments ouvriers et syndicaux, étudier *«nos»* questions, discuter *«nos»* problèmes. Le faire de manière sérieuse mais vivante, claire pour tous, intelligible pour les ouvriers du rang et non seulement pour les initiés. De façon que le syndiqué à qui ces organes sont destinés prenne plaisir à les lire. Combien montrent quelque hâte à en faire sauter la bande? Combien de papier gâché?

J'ai grand-peur que les confédérés de la C.G.T. n'éprouvent guère de hâte à déplier leur *Peuple*, ni ceux de la C.F.T.C. leur *Syndicalisme*. Les confédérés F.O. ne se jettent pas davantage sur *Force Ouvrière.*

Faut-il s'en étonner? Ces organes sont ternes et peu attirants. Malgré les gros titres, rien n'y accroche l'esprit. Ils n'informent pas ou le font mal. Est-il possible de suivre la vie de la C.G.T., sa vie intérieure, son activité dans les divers domaines, en lisant le *Peuple*? Je fais un effort pour lire les articles kilométriques et les reproductions de discours de Frachon, Saillant et Le Léap, ceux aussi des militants professionnels de deuxième ou troisième grandeur, et tout ce dont l'homme du spectacle Marion les encadre; j'ai chaque semaine l'impression de n'en pas avoir pour ma peine. Marion serait-il un mauvais metteur en scène? Probable. Mais ses prédécesseurs ne présentaient pas mieux leurs navets. Le *Syndicalisme* me donne un petit peu moins de mal. Il est de format réduit. Quant à *Force Ouvrière*, puis-je dire que ma déception n'est guère moindre?

A quoi cela tient-il? C'est pour une grande part en raison de la fausse idée qu'on se fait aujourd'hui du militant syndicaliste, du secrétaire d'organisation. Un secrétaire syndical maintenant, c'est un homme qui doit faire des articles, - on appellera ça des papiers, - prononcer des discours, conduire des délégations à un tas d'endroits. Il doit savoir écrire, discourir, bien se présenter. On oublie seulement l'essentiel: savoir ce qu'il a à écrire ou à dire; bien connaître sa corporation, les conditions exactes des travailleurs qu'il représente, ce dont ils souffrent, les revendications à mettre en avant, les moyens divers de les faire aboutir. Toute cette connaissance essentielle, la rumination, la réflexion, la méditation, l'invention qu'elle entraîne, la volonté d'agir efficacement, de bien mener la lutte qui s'impose et d'y faire participer le plus possible de militants et de travailleurs afin de triompher de l'adversaire patronal qui est en face, tout cela, connaissance, fidélité à ceux qui vous ont confié un secrétariat, stratégie ouvrière, ça m'a l'air d'être maintenant le cadet des soucis. On écrit beaucoup, on parle davantage encore, on gaspille les heures de sa journée quelquefois longue sans s'être réservé le temps de réfléchir à ce qu'on doit dire, écrire ou faire. Or un secrétaire confédéral ou fédéral pourrait fort bien ne pas savoir rédiger un article, prononcer un discours ou faire le grand salut au ministre et cependant être un secrétaire remarquable, un militant capable de faire de son organisation une force incontestable et incontestée. Je crois bien en avoir connu dans le temps quelques-uns de ce bois-là.

Je me rappelle des tours de force accomplis par certains d'eux.

Est-ce à dire qu'un militant ne doit pas écrire d'articles? Fichtre non. Je veux seulement lui conseiller d'en faire quand il a quelque chose à dire.

Quand j'ouvre un hebdomadaire syndical et que je trouve dans ses deux premières pages un article de chacun de ses secrétaires, je me dis que dans ce canard on n'a aucune idée d'un repas sagement ordonné. Quatre ou cinq plats de viande dès le début, il y a de quoi couper l'appétit aux plus forts mangeurs. Surtout quand il s'agit d'ingurgiter des plats réchauffés, de mastiquer ce qu'on a déjà eu sous la dent toute la semaine; quand le bougre de signataire s'échauffe à montrer qu'il sait faire valser les phrases aussi bien qu'un autre; quand il n'apporte rien de neuf et surtout pas le moindre relent d'une pensée ouvrière. Notre tâche est pourtant claire. Elle consiste à discuter nos propres problèmes, petits et grands, à dégager les leçons des expériences particulières de notre mouvement à l'échelle syndicale, départementale, fédérale, confédérale, à l'échelle ouvrière, et non à rabâcher ce que les quotidiens ont raconté toute la semaine. Là, comme en trop de domaines, on copie inconsciemment ou consciemment le bourgeois et l'on tombe dans une affligeante médiocrité. On devrait partir de l'esprit d'observation des travailleurs, de leur capacité de réflexion, de leur esprit critique. On en fait fi. On s'en méfie. L'esprit critique? Selon d'aucuns une trop grande place lui est déjà faite dans la classe ouvrière. Ils l'accusent de ronger les possibilités d'action collective, d'empêcher les militants de valeur de donner leur mesure. Pour un peu, ces hommes, qui ont plein la bouche du mot de démocratie, reprendraient à leur compte cette définition de la démocratie énoncée d'ailleurs par l'un de ses pires profiteurs: «La

démocratie, c'est le droit pour les poux de manger le lion». Beaucoup se prennent pour des lions et regardent les autres comme des poux. Fichus lions! En réalité pauvres toutous! l'humanité présente, en France autant qu'ailleurs, sinon plus, brille plutôt par la médiocrité. Quelle chute! Au point qu'un médiocre bourgeois du type Poincaré fait figure à distance d'un grand bonhomme et que la pauvre 3ème République domine de plusieurs coudées la 4ème. Il ne faut pas confondre la médisance et le débinage qui courent les rues avec l'esprit critique qui manque tellement. On ne sait plus ce qu'est un échange de pensées, une confrontation de points de vue. On ne supporte plus une opposition franche, une minorité consciencieuse. Combien de nos démocrates sont incapables de se plier aux règles qu'ils vantent? Est-ce l'effet des luttes de tendances de ces trente dernières années? Est-ce une répercussion des habitudes de l'Église stalinienne?

Certes toute discussion avec les staliniens est difficile. On ne parle pas la même langue. Mais entre syndicalistes dits libres la discussion devrait pouvoir s'établir. Si elle est impossible, les staliniens peuvent dormir tranquilles.

A qui fera-t-on croire que la presse ouvrière a rempli sa tâche durant ces quatre à cinq dernières années? Plusieurs expériences importantes sont en cours depuis 1944. Avons-nous les éléments d'un bilan des nationalisations? La même question se pose pour la *Sécurité sociale*. Que sont dans la pratique les *Comités d'entreprise*? A l'échelle internationale notre presse a-t-elle permis de suivre l'expérience travailliste? A-t-elle fourni les éléments permettant de juger l'expérience russe et de voir quelle affreuse caricature du communisme on nous donne en modèle?

Un organe officiel, dit-on souvent, est condamné à être neutre et terne. Il ne doit heurter personne. Il ne peut parler des questions difficiles. Donc pas étonnant si les organes confédéraux sont gris et illisibles. Au contraire, ce sont les questions controversées et difficiles qu'il faut aborder hardiment. En parler sans retard ni hésitation. Pour qu'elles s'éclairent. Souvent aussi pour qu'elles ne s'enveniment pas.

Quelle conception se fait-on de l'organisation syndicale? Elle n'est pas l'œuvre de troupeaux d'autruches mais l'œuvre d'hommes qui veulent comprendre et lutter. On discute à l'atelier entre camarades, au conseil syndical, à l'assemblée générale, au congrès. Et l'on ne pourrait pas le faire dans la presse syndicale? Il s'agit simplement de trouver la bonne manière, acceptable par tous et féconde pour l'organisation.

Aucun des hebdomadaires confédéraux ne joint les deux bouts. Ils reviennent même assez cher, paraît-il. On parle pour chacun de dizaines de millions par an. C'est vraiment renversant. En vérité, bien rédigés et bien administrés, ils ne devraient pas coûter un sou aux caisses confédérales. Ils devraient aisément couvrir leurs frais et même réaliser des bénéfices. S'ils savaient se faire lire, quels précieux instruments ils seraient! Un délégué à la propagande parlant au foyer même de centaines de milliers de syndiqués.

Il est plus difficile de mettre en vente l'organe d'une Fédération. Il est entré dans les habitudes qu'il soit servi à tous les fédérés. Qu'au moins cette charge financière corresponde à un service sérieux. Qu'ainsi chaque fédéré entende chaque mois la voix de sa Fédération. Hélas! combien de fois cette voix parle pour ne rien dire! Autrefois, dans notre vieille *Fédération du Livre*, nous donnions avec un certain mépris le nom de *«Journal des voyages»* à notre organe fédéral. C'était bien en effet le journal des voyages accomplis par Keufer et les délégués du *Comité fédéral* au cours du mois. Le mot voyage entendu pour délégation dans les sections de province. Ces relations de voyage étaient sûrement un peu longues, mais elles avaient un mérite dont nous mesurons mieux le prix aujourd'hui où l'on ne nous raconte plus rien, où l'on a même tendance à cacher ce qu'on a été faire. On savait alors que telle ou telle section avait posé ou envisagé de poser telle revendication, petite ou grande; que telles et telles difficultés s'étaient présentées, que tels résultats avaient été enregistrés. Keufer et, plus tard, Liochon ne manquaient jamais de rendre compte des diverses démarches qu'ils avaient effectuées dans le mois. Aujourd'hui, les secrétaires fédéraux font infiniment plus de démarches. Prennent-ils la peine de se faire donner un mandat avant et de rendre compte après? Oui, quand ça leur chante. Mais ça ne leur chante pas souvent. Il est facile de s'en faire une idée. Il paraît que nous avons depuis des années des délégués dans les commissions du plan Monnet et dans celle du plan Marshall. Avez-vous

quelquefois entendu un de vos soi-disant délégués demander un mandat à l'organisation, puis lui en rendre compte? Paraît que nous avons une foule de représentants au *Conseil économique*. Même le président. L'un d'entre eux vous a-t-il jamais présenté une poignée de la farine sortie de ce moulin? Pas possible cependant qu'un si beau moulin tourne à vide. Ce que je dis du *Conseil économique*, je pourrais le redire du *Conseil de la Société nationale des entreprises de presse*. Que nos délégués choquent le verre avec M. Pierre Bloch, je ne m'en scandalise pas, mais sans être curieux ni frondeur, j'aimerais bien savoir ce qui s'est dit et fait d'un peu important. Un délégué du Livre, c'est un délégué, que diable! Les fédérés des autres Fédérations doivent probablement raisonner comme moi.

Nous avons avalé, de plus ou moins bon gré, la politique de la présence. Elle s'est imposée, c'est un fait. Est-ce être exigeant que de demander à nos délégués de solliciter un mandat à l'organisation avant d'être *«présent»* quelque part, puis de rendre fidèlement compte de ce mandat? Nos délégués sont si férus de démocratie qu'ils trouveront toute naturelle cette exigence. Ils seront même étonnés de n'y avoir pas pensé les premiers.

Au temps jadis les révolutionnaires du *Livre* discutaient dur avec Keufer et Liochon. Je ne crois pas cependant que l'organe fédéral soit descendu au niveau de basse polémique où l'ont fait tomber les Ehni et les Bernard actuels. Peut-être aussi n'a-t-on jamais si peu lu l'organe fédéral dans la corporation.

Que dire des organes d'Union départementale? Ils ont du mal à trouver leur forme. Mensuels, ils devraient au moins rendre compte du travail de l'U.D., des réunions de ses commissions, des délégations et conférences faites dans le département, des grèves soutenues, de la propagande menée, corporation par corporation, centre par centre. Ils pourraient être le registre des réclamations boîte par boîte. Ils pourraient épargner aux syndicats les convocations individuelles pour leurs assemblées en les annonçant régulièrement; puis naturellement ils en rendraient compte. Ils pourraient secouer les puces aux patrons et aux officiels du département chaque fois qu'il y a lieu et certainement il y a lieu souvent. Ils pourraient moucher les canards bourgeois et les staliniens de la région pour leurs plus récentes et plus méritantes sottises. Je lis plusieurs organes d'U.D. Sûrement les camarades qui les publient sont capables de faire mieux. En général, ces organes sont trop secs; sous l'épiderme syndical on ne sent pas courir le sang ouvrier. Nous congelons les problèmes au lieu de les animer et de les rendre brûlants. Nous parlons en techniciens des syndicats sans penser qu'on ne comprend pas toujours notre jargon.

On peut se demander si la forme mensuelle est bonne pour un organe d'U.D. Ne vaudrait-il pas mieux adopter la forme hebdomadaire? Si la charge paraît trop lourde pour une seule U.D., plusieurs pourraient s'entendre et publier un hebdomadaire régional. Un hebdomadaire plus qu'un mensuel pourrait traiter à chaud les événements locaux, répondre du tac au tac, intervenir à propos. Je suis convaincu que les camarades de la déclaration d'Angers auraient pu tenter avec des chances de succès un hebdomadaire régional de leurs U.D. **(2)**. C'est une tentative que devraient risquer les camarades de la Loire, du Rhône et de l'Isère. Et combien d'autres!

Mais les moyens financiers? Quand les hommes existent pour assurer un travail la question se résout toujours. Je me souviens de *l'Action syndicale* publiée à Lens vers 1906 par le jeune syndicat des mineurs aussi du *Combat* publié à Roubaix, à la même époque, par les révolutionnaires du *Textile*. Ces deux hebdomadaires vivaient de leur vente. C'est-à-dire du dévouement des camarades qui assuraient cette vente. On m'objectera qu'aujourd'hui les temps sont plus durs. Ils ne sont certainement pas plus durs. Peut-être même beaucoup moins durs. Ce sont les hommes qui sont plus mous.

Mais oui, la question argent devrait être regardée comme secondaire. Non pas qu'elle puisse se résoudre n'importe comment. L'indépendance du syndicalisme n'est pas une formule en l'air. C'est dire une banalité criante que de rappeler que cette indépendance serait grossièrement violée si nos publications imitaient la revue communiste *Europe* qui touchait jusqu'à l'année dernière le montant de mille abonnements, - ce qui doit dépasser le million de francs, - à la caisse du ministère des Affaires étrangères. Ce serait un viol plus criant encore à l'indépendance syndicale que d'accepter ou de solliciter, ou de recevoir en feignant de n'en rien savoir, de l'argent patronal. Des gens ordinairement bien

(2) Cet organe régional serait en voie de création. Mensuel ou hebdomadaire? Je ne sais. De l'audace camarades de l'Ouest qui vous étiez réunis à Angers! *(Note Monatte)*. Ce sera *L'Ouest-syndicaliste. (Note A.M.).*

informés, suivant la formule consacrée, assurent que les arroseurs nationaux, les uns pour le compte du stalinisme, les autres pour le compte de l'anticommunisme ne manquent pas. On parle d'un monsieur *Deuxtiers* et d'autres messieurs *Troisquarts*. Je suppose que les responsables d'organisations syndicales ne sont ni sourds ni aveugles. Ils se souviennent que M. Raffalovitch n'arrosait pas trop mal. Oui, mais sûrement ses successeurs arrosent mieux.

Il y eut un temps où nous étions braqués contre toute publicité dans nos organes. Delaisi avait enfoncé cette idée que c'était par la publicité financière ou commerciale que les organes révolutionnaires se laissaient mettre un fil à la patte. En raison de cette idée, *la Révolution* de Pouget et *la Bataille syndicaliste* n'acceptèrent pas de publicité, pas plus commerciale que financière. C'était pousser les choses à l'extrême et s'éviter la peine de faire un choix. Il n'y a aucune bonne raison de repousser une publicité commerciale normale ne portant aucune atteinte à l'indépendance de pensée et d'action. Par contre, accepter une publicité qui ne serait qu'une subvention gouvernementale ou patronale déguisée, une publicité qui tendrait à mettre la main sur la presse syndicale, sur les militants syndicaux, sur les organisations syndicales, de bas en haut de la maison, il devrait suffire d'envisager cette hypothèse pour que, sans distinction de tendance, tout le monde crie: *Ah! non, pas de ça!* Tout au contraire, nous vivons en un temps où des aventuriers se permettent de menacer des militants. Ils vont jusqu'à conseiller de ne pas spéculer sur certaine immunité personnelle. A qui croient-ils donc avoir affaire? C'est aussi le temps où des militants huppés trouvent que ces opérations sont des affaires saines. Merci pour cette santé!

Nous avons connu avant 1914 une proposition singulière. *La Bataille syndicaliste* avait un déficit mensuel de cinq à dix mille francs. Des milliers de francs qui représenteraient aujourd'hui des millions. Ce déficit était péniblement bouché par des souscriptions. Chaque mois il fallait crier au secours. Chaque mois crier un peu plus fort. Un jour une offre nous fut faite. *La Bataille syndicaliste* ne pouvait disparaître. *L'Humanité*, alors organe du parti socialiste, se mettait à six pages; elle bénéficierait, évidemment, de la disparition de la *Bataille* et deviendrait le seul quotidien ouvrier; le parti socialiste, ajoutait-on, deviendrait un grand parti républicain. On ne voulait pas le permettre. C'était une personnalité éminente du parti radical qui parlait ainsi. Je résume et passe sur maints détails. Si nous refusions de laisser cet argent entrer dans les caisses de la *Bataille syndicaliste*, il y entrerait de toute façon et par d'autres voies. Que devions-nous faire? Qu'avons-nous fait?

Après discussion au *Saint-office* d'alors, - pour employer l'expression de ces messieurs du B.E.D.E.S., - une discussion plus longue peut-être qu'elle n'aurait dû l'être, nous avons décidé de repousser une telle offre et de veiller a ce que cet argent n'arrive par aucune voie dans la caisse du quotidien syndicaliste. Agir autrement ne nous permettrait plus de dire au parti socialiste ce que nous estimerions devoir lui dire quand sa position nous paraîtrait fausse et dangereuse. Nous n'aurions plus eu la conscience tranquille pour le combattre. N'avons-nous pas bien fait? Je continue à penser, quarante ans après, que nous avons bien fait. Mais je n'ai pas encore compris que ce soit Delaisi qui ait accepté de servir d'intermédiaire entre Caillaux et nous.

Il ne s'agit pas, on le pense bien, de l'aide que des organisations syndicales sœurs peuvent se prêter momentanément. Quand les spécialistes allemands envoyèrent une somme à *l'Humanité* de Jaurès, une assez faible somme entre nous, Jaurès eut mille fois raison de l'accepter. Ce n'est pas le principe d'une aide ouvrière internationale qui peut être contesté. Il suffit que cette aide n'entraîne aucune subordination, aucune domestication. II faut qu'elle stimule un effort et non le remplace ou le supprime.

Dans la presse syndicale, les revues ont leur place. On s'est étonné que nous ayons accueilli avec plaisir diverses revues nouvelles, notamment les *Cahiers Pelloutier.* Il y a place sous le soleil pour tout le monde. Surtout pour ceux qui ont à cœur de former de jeunes militants syndicaux, informés, clairvoyants, dévoués. Il en faut des milliers et des milliers qui soient capables de prendre en mains le gouvernail des syndicats, capables à l'usine, à l'atelier, au bureau, de tenir tête au patronat comme aux staliniens, capables de reforger une opinion ouvrière et de rendre aux travailleurs de ce pays la volonté de gérer eux-mêmes leurs affaires. Les *Cahiers Pelloutier* devraient avoir l'ambition de refaire *l'Ouvrier des deux mondes,* de Pelloutier, même de le refaire en mieux et de ne pas connaître les difficultés financières sous lesquelles il fut écrasé. Chaque numéro des *Cahiers* devrait être l'équivalent d'une décade syndicale du *Centre d'éducation ouvrière,* une décade à laquelle participeraient ainsi plusieurs

milliers de camarades, une décade laissant une trace écrite derrière elle, une décade se renouvelant douze fois l'an. F.O. a besoin de se former des secrétaires de syndicats, d'U.D., de Fédérations. Si les *Cahiers Pelloutier* pouvaient en éveiller quelques milliers, qui n'aient pas l'âme du petit, moyen ou grand bonze, quel service ils rendraient!

A la *«R.P.»* nous visons moins à former des cadres syndicaux qu'à maintenir la race des militants sans galons gardant au syndicat comme à l'atelier leur franc-parler.

Notre presse doit être le reflet de notre mouvement. Elle doit être indépendante comme lui. Indépendante du patronat et du gouvernement en premier lieu. Indépendante aussi des partis, cela va sans dire.

Elle doit savoir parler aux siens, mais aussi aux autres. Pour cela, il faut qu'elle apprenne à voir juste, à dégager ce qui est important et à le communiquer vite. Elle devrait pouvoir disposer de sources d'information infinies, de sources sûres et rapides. Aucune agence de presse bourgeoise ne devrait pouvoir lui faire la pige.

Elle devrait s'attacher à relier les faits entre eux, à voir d'ensemble, ce qui a été fait, bien ou mal, ce qui reste à faire. Elle devrait voir venir les événements comme un bon guetteur au haut de sa tour. Un guetteur qui ne s'endort pas quand c'est son tour de veille ou qui ne va pas guetter au fond d'une brasserie ou d'un bistro.

Elle devrait pouvoir compter sur une masse infinie de dévouements, pour sa rédaction, son administration, sa diffusion et sa vente. Hélas! nous sommes de plus en plus pantouflards. Il n'y a plus que des jeunes staliniens, des jeunes gaullistes, des jeunes chrétiens, des jeunes royalistes, pour crier leurs organes sous le nez des passants, en tous lieux et par tous les temps.

Pourtant, un mouvement, c'est d'abord des hommes qui ont foi en leurs idées, qui ont la sagesse de les propager non seulement parmi les convaincus, mais encore parmi les tièdes, mais aussi parmi les gens à convaincre. Aucun effort n'est vain. Voulons-nous avoir prise sur la réalité, lutter pour la paix et contre les charlatans qui préparent la guerre en se proclamant les champions de la paix, empêcher de déshonorer la révolution par les gens qui présentent les travaux forcés comme la réalisation du socialisme? Alors ne galvaudons pas notre presse syndicale. Elle peut beaucoup. Si faible que soit sa voix elle portera si nous savons dire ce qu'il y a à dire.

Pierre MONATTE,
